

Améliorer le quotidien des populations pour la préservation de la biodiversité, ou comment lier conservation et développement

Au regard des sommes considérables accordées à la conservation de la biodiversité et le nombre important de personnes enthousiastes vouées à sa cause, je me suis souvent demandé pourquoi nous, organisations travaillant dans ce domaine, n'avions pas de meilleurs résultats. Bien sûr, ici ou là la situation s'améliore : des animaux qui avaient disparu localement sont à présent de retour ; des parcs nationaux et des zones clés sont mieux protégées du braconnage et le trafic a par endroit été réduit. Pourtant, et plus que jamais, avons nous au dessus de nos têtes cette lampe rouge clignotante qui nous rappelle à quel point la situation reste préoccupante. La déforestation, si moins importante par endroits, continue d'être pratiquée à un rythme alarmant ; certains des grands singes pourraient bien ne pas survivre à ce siècle et de nouvelles espèces sont chaque année ajoutées à la liste rouge de L'UICN des espèces menacées. Le trafic illégal reste l'un des plus lucratifs qui soient et la viande de brousse apparaît encore comme un problème sans véritables solutions. Et ce ne sont là que quelques uns des exemples dont nous avons tous parfaitement conscience.

Je vois à cela quatre raisons principales : l'argent, le manque de coordination, trop peu d'évaluation et finalement, une implication encore trop négligeable des populations locales. L'argent, tout comme le pouvoir et la corruption, sont des facteurs sur lesquels nous ne pouvons pas à notre niveau avoir de véritable impact. Malheureusement, il y aura toujours des personnes impliquées dans le trafic animalier et que l'avenir des espèces et de la biodiversité laissera à jamais indifférentes. Ce qui est sans doute le plus attristant dans cette situation est que la demande en viande de brousse et en trophées est souvent alimentée par ceux qui sont censés faire appliquer les lois et condamner ceux qui les outrepassent. Tant qu'il y aura une demande, les dealers locaux, chasseurs et marchands continueront à répondre présents.

Le manque de coordination entre les organisations de conservation est un fait évident. Trop d'entre nous ont un sens exagéré de la « propriété » et simplement, ne communiquent pas les détails de leurs travaux et actions sur le terrain. Pour cette raison, le même type de projet est parfois développé par plusieurs organisations, n'ayant aucun lien les unes avec les autres. Les résultats et données obtenus sont gardés secrets et ainsi, ne profitent pas aux autres groupes, même lorsque leurs objectifs sont identiques. Travailler en réseau est un élément essentiel et tous, nous devrions œuvrer dans cette direction, laissant derrière nous toute notion de compétition.

L'évaluation est le seul moyen de déterminer si les activités que nous développons ont ou non un effet bénéfique. Des analyses doivent ainsi être menées en détails et d'une manière régulière. Nous devrions être capables de maintenir la transparence, critiquer notre propre travail lorsque c'est nécessaire, et nous interroger objectivement sur nos programmes respectifs, partageant avec les autres nos limites et nos échecs POUR gagner du temps, économiser des sommes considérables et atteindre nos objectifs plus rapidement et plus efficacement.

Finalement, et cela apparaît à mes yeux comme l'élément déterminant, nous devons systématiquement tenir compte des populations locales dans le processus de conservation. Il y a tant de cas où la préservation de la faune sauvage et des écosystèmes attire l'attention et bénéficie de subventions considérables alors que les communautés pauvres vivant à proximité ne peuvent jouer le rôle que de témoins. Imaginer à quel point cela peut être douloureux, frustrant, déroutant, choquant de voir l'attention et les financements dont

bénéficient leurs animaux quand les villageois n'ont pas accès à l'eau potable, ni suffisamment d'argent pour envoyer leurs enfants à l'école ou faire trois repas par jour. Bien sur, certains d'entre eux peuvent avoir fait partie d'un programme pédagogique leur présentant l'importance de la faune sauvage et de son habitat. D'autres peuvent avoir un membre de leur famille employé comme Ranger ou faisant partie de l'équipe de gestion d'un parc national. Et alors ?

Cela change t-il le moins du monde les problèmes cruciaux auxquels ils doivent faire face au quotidien ? Pour moi, cela n'est pas seulement un élément plus que limite du point de vue éthique, c'est aussi bien trop insuffisant si nous voulons que notre travail soit efficace sur le long terme. Alors que nos projets peuvent avoir des résultats initialement satisfaisants, il est fort peu probable que les tâches auxquelles nous nous attelons ne se répèteront pas dans l'avenir, à moins qu'il y ait de véritables changements dans le quotidien des villageois partageant le même environnement.

Dans nos pays développés, les mots employés pour décrire la faune sauvage sont souvent identiques : fascinants, incroyables, surprenants, magnifiques. Mais les populations pauvres vivant à leur contact direct ont une approche très différente. Si les animaux ne sont pas regardés avec une certaine indifférence, ils sont souvent vus comme la première, sinon la seule source de protéines ou comme une nuisance détruisant leurs plantations, blessant ou tuant leur bétail quand ce n'est pas leurs propres vies qui sont menacées. En 2004, lorsqu'il fut décidé lors de la conférence de la Cité que la chasse à l'éléphant serait de nouveau autorisée en Zambie, South Luangwa Conservation Society (SLCS), notre partenaire dans ce pays réalisa une enquête sur plusieurs centaines de personnes pour recueillir leurs réactions. Toutes, à l'exception d'un enseignant, déclarèrent qu'il s'agissait d'une bonne chose. Et que dire aussi des populations expropriées des terres qu'elles occupent depuis des générations au nom de la conservation avec au mieux, une infime compensation financière et que l'on nomme les réfugiés de la conservation.

Qui porte la responsabilité de ce qui arrive ? Bon nombre d'entre nous peuvent être pointés du doigt, mais pas les populations pauvres qui vivent avec les animaux sauvages. Comment réagirions-nous si nos champs étaient entièrement détruits en juste quelques heures par un groupe d'éléphants, de Kudus ou par un hippopotame ? Que ferions-nous si un tigre, un lion ou un léopard venait de tuer une de nos têtes de bétail ou de blesser ou tuer un de nos proches ? Il n'est pas nécessaire d'aller bien loin pour avoir une réponse. En France, la plupart des bergers n'acceptent pas la présence des loups ou des ours dans leur région. Alors qu'en serait-il si notre champ était tout ce dont nous disposons pour nourrir notre famille ? Il est plus que probable que lorsqu'il s'agit de survivre, nous réagirions exactement de la même façon que ces populations.

En 1900, la population mondiale dépassait à peine les 1.6 milliards. Il y a aujourd'hui plus de 6,5 milliards d'hommes sur Terre et 210.000 individus supplémentaires chaque jour. Les estimations actuelles nous disent que nous serons 9 milliards en 2050. Si les communautés locales ne sont pas rapidement et systématiquement impliquées dans le processus de conservation, comment pouvons-nous simplement espérer améliorer la situation alors qu'il y a déjà actuellement plus de 800 millions de personnes souffrant de la faim ? Que se passera t-il si nous continuons à travailler sur les symptômes, sans jamais nous attaquer au cœur même du problème ? Les subventions allouées ne servent alors qu'à acheter du temps. Quelques dizaines d'années pour une espèce ici, un demi siècle pour une zone de forêt là, mais les problèmes résolus régionalement ou nationalement aujourd'hui se représenteront inévitablement dans un avenir plus ou moins proche. Souvent nous entendons : « Il s'agit

d'autre chose, et nous devons laisser ces préoccupations aux organisations humanitaires ». Il me semble que cela ne pourrait être vrai que s'il existait aussi souvent que possible de vrais liens entre les groupes humanitaires et ceux œuvrant pour la conservation de la biodiversité. Et de nos jours, travailler sur un programme de conservation signifie bien plus que d'être dans la nature avec les animaux. Comme toutes les autres organisations, nous devons toucher à des sujets divers et variés tels que : recherches de financements, relations publiques, marketing, pédagogie, rédaction d'articles et de rapports... Intégrer les populations locales ne devrait donc être vu que comme un élément de plus à prendre en compte.

La plupart du temps, les projets communautaires tournent autour de la pédagogie. L'objectif étant de mieux préserver la faune sauvage de la région concernée, mais ces programmes n'ont qu'un effet extrêmement limité puisque rien n'est offert pour améliorer concrètement le quotidien des villageois. C'est pourquoi certains d'entre eux demandent parfois une somme d'argent afin de participer : on apprend mieux le ventre plein ! Bien entendu, la pédagogie est un outil important à notre disposition et j'en serais toujours un fervent défenseur, mais elle ne devrait être proposée qu'en la combinant à des mesures pouvant aider les villageois eux-mêmes. Même les plus pauvres des pauvres peuvent avoir de l'or dans les mains. Nous ne devons pas les assister, mais mettre à la disposition de ceux d'entre eux qui en font la demande les outils leur permettant de faire les premiers pas vers une véritable indépendance, vers un moyen leur permettant d'exprimer leur créativité, et de retrouver leur dignité.

Proposer des alternatives à la viande de brousse est une possibilité. Présenter des microprojets d'autres régions ou pays, et dont les résultats sont positifs en est une autre (comme des énergies alternatives à l'utilisation des ressources naturelles. Enfin, le microcrédit est une autre forme sur laquelle il vaut la peine de se pencher. J'écris cet article depuis le Bangladesh, où je participe à « l'International Dialogue Programme » organisé par la banque et la fondation Grameen. C'est Muhammad Yunus qui développa ces institutions il y a une trentaine d'années. Aujourd'hui encore, la banque Grameen est unique au monde, notamment car ce sont les petits emprunteurs qui en détiennent le capital. En proposant de petites sommes d'argent sans garantie aux plus pauvres des plus pauvres de son pays, la Grameen Bank est parvenue à améliorer les conditions économiques de plus de quatre millions de personnes, et les a aidés à faire face à l'extrême pauvreté. Ce programme est aujourd'hui développé dans de nombreux autres pays y compris des pays développés. Le Professeur Yunus et la Banque Grameen ont tous deux obtenu le prix Nobel de la paix en 2006.

C'est là un fantastique exemple de ce qui peut être copié et adapté sur nos projets à travers le monde. Améliorer le quotidien de ceux qui vivent chaque jour avec la faune sauvage doit être absolument au centre de notre attention si nous souhaitons atteindre nos objectifs. En travaillant tous ensemble, nous pouvons cumuler nos bénéfices respectifs sur nos différents programmes et obtenir ainsi des résultats conséquents qui nous font encore défaut. Dans le cas contraire, et malgré les sommes considérables que nous accordent nos partenaires et les efforts des plus enthousiastes d'entre nous, il est plus que probable que les plus merveilleux aspects de notre biodiversité deviendront dans un avenir plus ou moins proche une part de notre passé.

Renaud Fulconis, Directeur

Awely, des animaux et des hommes